



La cohésion sociale est en danger

L'invité

Dominique Froidevaux

Président de Caritas Romandie



En 2010, Année internationale de lutte contre la pauvreté, le réseau Caritas de Suisse lançait l'alerte avec un constat alarmant: même dans un pays prospère comme le nôtre, le risque de pauvreté touche toujours davantage de nos concitoyens. Treize cantons et la Confédération ont publié un rapport sur la pauvreté ou des statistiques détaillées. D'autres sont prêts à leur emboîter le pas. Ces analyses confirment la pertinence des observations de Caritas et indiquent des évolutions qui ne sauraient être banalisées: alors même que la croissance augmente et que le chômage diminue dans notre pays, la pauvreté est en train de s'aggraver. Les personnes

victimes d'un chômage de longue durée s'appauvrissent et sortent des statistiques, pour se retrouver en fin de course dépendantes d'une aide de dernier recours. Celle-ci devient durable pour un nombre croissant de personnes dont le marché ordinaire du travail ne veut plus. Par ailleurs, le nombre de travailleurs pauvres augmente dans des contextes professionnels qui sont de plus en plus instables.

Même certaines familles de la classe moyenne ne parviennent plus à faire face à des dépenses qui sortent de l'ordinaire. Cela touche non seulement des individus mais des familles entières. Des enfants grandissent ainsi dans des conditions marquées par le manque, ce qui précarise leurs parcours de formation et leur avenir. L'extrême précarité augmente surtout dans les grandes villes. La cohésion sociale est en danger. Qu'en est-il de la stratégie? Elle fait l'objet d'une rhétorique abondante mais peine à se traduire en objectifs chiffrés, avec budgets à la clé. La Confédération renvoie la responsabilité aux cantons, qui sont compétents en matière d'action sociale. Et il existe de nombreuses disparités entre ces derniers. À Genève, depuis la publication du rapport sur la pauvreté en 2016, un groupe d'experts du secteur public

«L'action en faveur des pauvres est une exigence au regard de la dignité humaine et un investissement»

et associatif planche sur des lignes stratégiques autour de priorités telles que le droit à un toit, l'accès

facilité aux prestations et l'employabilité. Nos politiques devront s'atteler à construire un consensus stratégique autour de ces questions. L'agenda 2030 pour le développement durable que la Suisse a signé au niveau international remet au premier plan les personnes concernées par le risque de pauvreté. L'action les concernant doit être considérée comme une exigence au regard de la dignité humaine et un investissement. Il s'agit d'éviter que nos sociétés ne se fracturent. Il est nécessaire d'agir en amont sur la formation, l'emploi, les coûts du logement et des caisses maladie, augmenter le conseil en désendettement, éviter la pression à la baisse sur les salaires. Mais de nouveaux champs d'action s'ouvrent aussi à nous si l'on considère les besoins écologiques et sociaux non couverts. Parmi les exclus du marché du travail qui se retrouvent à l'assistance, nombreux sont ceux qui ont des compétences et sont prêts à les améliorer pour redevenir des forces vives, pour autant qu'on leur ouvre des portes. C'est là un défi majeur pour notre Exécutif en lien avec tous les acteurs du champ social.